

Grain de Sable n° 520

29 juin 2005

EVOLUTION ET AVENIR DES FORUMS SOCIAUX

Dans ce numéro

1.- DEBAT SUR L'EVOLUTION STRATEGIQUE DES FORUMS SOCIAUX
Le mouvement altermondialiste est confronté aujourd'hui au débat stratégique. Cette intervention aborde quelques unes des questions posées par ce débat.
Partons de l'état des lieux du mouvement. Notre mouvement est riche de sa diversité, de la multiplicité des courants de pensée qui le composent. Il combine plusieurs démarches : la résistance aux logiques dominantes, la recherche des alternatives, la négociation en situation. Ce mouvement articule plusieurs formes d'expression : les luttes ; les pratiques solidaires ; les réflexions et l'élaboration. L'ensemble de ces dimensions alimente le débat démocratique et citoyen qui caractérise ce mouvement.
Par Gustave Massiah, Président du CRID, Vice-Président d'Attac

2.- LE « MANIFESTE DE PORTO ALEGRE » ET L'AVENIR DES FORUMS SOCIAUX MONDIAUX (première partie)
En 2006, il n'y aura pas de Forum social mondial (FSM) unique, comme il y en avait eu les 5 années précédentes : 4 à Porto Alegre au Brésil et un (en 2004) à Mumbai en Inde. En attendant 2007, où un sixième Forum de ce type est prévu en Afrique, un consensus s'est dégagé au sein du Conseil international du FSM pour organiser, à sa place, et dans plusieurs pays, une série de rencontres s'inscrivant dans le concept générique de « Forum social mondial polycentrique ».
Le plus important d'entre eux sera certainement celui de Caracas, prévu du 24 au 29 janvier, et qui aura en même temps le statut de Deuxième Forum social des Amériques.
Par Bernard Cassen, membre du Conseil international du Forum social mondial ; journaliste et directeur général du Monde diplomatique ; président d'honneur d'Attac France ; auteur de Tout a commencé à Porto Alegre*, 1001 nuits, Paris, 2003.*

1.- DEBAT SUR L'EVOLUTION STRATEGIQUE DES FORUMS SOCIAUX

Le mouvement altermondialiste est confronté aujourd'hui au débat stratégique. Cette intervention aborde quelques unes des questions posées par ce débat.

Partons de l'état des lieux du mouvement. Notre mouvement est riche de sa diversité, de la multiplicité des courants de pensée qui le composent. Il combine plusieurs démarches : la résistance aux logiques dominantes, la recherche des alternatives, la négociation en situation. Ce mouvement articule plusieurs formes d'expression : les luttes ; les pratiques solidaires ; les réflexions et l'élaboration. L'ensemble de ces dimensions alimente le débat démocratique et citoyen qui caractérise ce mouvement.

Ce mouvement est marqué par la prise de conscience des conséquences dramatiques de la phase néo-libérale de la mondialisation. Ces conséquences sont : la montée des inégalités et de leur liaison aux discriminations ; l'aggravation de la domination du Nord sur les peuples du Sud et leur liaison aux conflits et aux guerres ; la mise en cause de l'écosystème planétaire et des droits des générations futures et leur liaison au productivisme et à la logique spéculative financière ; la montée des insécurités sociales, écologiques, guerrières et leur liaison aux idéologies sécuritaires et aux doctrines des guerres préventives. Cette prise de conscience élargit la compréhension des liaisons entre les questions sociales, les questions sociétales et la question mondiale. Elle prend en compte l'intime liaison entre les niveaux locaux, nationaux, régionaux (au sens des grandes régions), et mondiaux.

Cette prise de conscience commence dès le début de la phase néo-libérale, au début des années 80, dans les pays du Sud avec les luttes contre la dette, le FMI, la Banque Mondiale, les plans d'ajustement structurel. Elle met en lumière dès 1989 le cadre institutionnel de cette phase de la mondialisation (G8, FMI et Banque Mondiale, OCDE, OMC). Elle se déploie à partir de 1994 en Europe (Italie, France, Allemagne), aux Etats-Unis et en Corée contre le chômage, la précarisation et la remise en cause des systèmes de protection sociale. A partir de Seattle en 1999, et de Porto Alegre en 2000, les forums vont être les lieux de la convergence des mouvements des pays du Sud et du Nord.

La mouvance altermondialiste dans ses différentes significations est porteuse d'un nouvel espoir né du refus de la fatalité ; c'est le sens de l'affirmation « un autre monde est possible ». Nous ne vivons pas « La Fin de l'Histoire » ni « Le Choc des civilisations ». Contrairement à ce que nous serinent ces affirmations doctrinaires, nous ne pensons pas que le système dominant est indépassable et que les luttes sociales sont dérisoires à l'échelle des millénaires.

La stratégie du mouvement altermondialiste s'organise autour des caractéristiques de sa formation (la convergence des mouvements) et de son orientation (l'accès pour tous aux droits fondamentaux, à la paix, à la démocratie). La mouvance altermondialiste résulte de la convergence des mouvements de solidarité. Le mouvement syndical, le mouvement paysan, le mouvement des « sans » (sans travail, sans logements, sans droits) organisé dans No-Vox, le mouvement des consommateurs, le mouvement écologiste, le mouvement féministe, le mouvement de défense des droits humains, le mouvement des associations de solidarité internationale, sans compter les associations culturelles, de jeunesse, de chercheurs, confrontent leurs luttes, leurs pratiques, leurs réflexions.

A travers les forums, une orientation commune se dégage, celle de l'accès pour tous aux droits, à la démocratie, à la paix. C'est la construction d'une alternative à la logique dominante, à l'ajustement au marché mondial par la régulation par le marché des capitaux. A l'évidence imposée qui prétend que la seule manière acceptable pour organiser une société c'est la régulation par le marché, nous pouvons opposer la proposition d'organiser les sociétés à partir de l'accès pour tous aux droits fondamentaux. Cette orientation commune donne son sens à la convergence des mouvements.

Ces perspectives se situent dans les chantiers que nous avons contribué à ouvrir. Citons par exemple la question du droit international et de la lutte contre l'impunité ; le cadre institutionnel de la mondialisation et le réforme radicale des institutions internationales ; la démocratie dans l'entreprise et les normes internationales garantissant leur responsabilité sociale et environnementale ;

l'expertise citoyenne et la contestation du monopole de l'expertise dominante ; le marché mondial et les échanges internationaux ; l'annulation de la dette et l'élimination des paradis fiscaux ; la redistribution par les taxes globales ; l'exploration des voies nouvelles de l'économie sociale et solidaire ; etc.

Le mouvement altermondialiste est un mouvement historique qui se situe à l'échelle et dans le prolongement du mouvement historique de la décolonisation. Il tire sa force du soutien de l'opinion publique dans chaque pays et au niveau international. Il pose la question de la formation de l'opinion publique mondiale et de son rapport avec l'hypothèse d'une conscience universelle. Il interpelle les Etats, comme on a pu le voir à la réunion de l'OMC à Cancun, dans leur nature, dans les politiques nationales qu'ils mènent et dans leur rôle sur la scène internationale. Il pèse sur le sens de la construction des grandes régions en tant que contre-tendances au néolibéralisme et à l'hégémonie géopolitique.

La représentation dominante restreint les acteurs de la transformation sociale au face à face entre les entreprises et les administrations, le pouvoir économique et le pouvoir politique. Dans la nouvelle période, l'émergence des associations et des collectivités locales renforce le pouvoir citoyen. Proposons de construire une alliance stratégique entre les mouvements et les institutions locales. Nous avons expérimenté à travers les Forums des autorités locales et les Etats Généraux des collectivités locales contre l'AGCS l'intérêt de ce rapprochement. Les politiques locales peuvent aussi illustrer des alternatives (garantie de l'accès pour tous par les services publics locaux, financement et redistribution par les taxes locales, nationales et globales, satisfaction des besoins des habitants à travers les marchés intérieurs non subordonnés au tout exportation, articulation à travers un contrôle citoyen de la démocratie participative et de la démocratie représentative, citoyenneté de résidence, priorité à l'emploi et aux activités locales, préservation de l'environnement, etc.)

La question des alliances est constante. Avec des succès variables, le mouvement combine plusieurs approches qui constituent l'espace de ses alliances, nationales et mondiales. Il s'inscrit dans des alliances larges dont les deux formes les plus marquantes sont les alliances anti-guerre et les alliances anti-fascistes. Elles ont l'avantage d'être larges, mais elles négligent la construction des alternatives. Il est interpellé par des alliances plus radicales dont les deux formes les plus marquantes sont les alliances anti-capitalistes et les alliances anti-productivistes. Elles ont l'avantage de se soucier des causes et donc d'être toujours nécessaires, mais elles sont souvent fermées et ne sont pas suffisantes. Il est confronté à la question des alliances correspondant à la période, aux alliances avec ceux qui refusent le cours néo-libéral, et notamment les nouveaux-keynésiens.

L'hypothèse de travail est que la phase « néolibérale » de la mondialisation, que je définirai comme une phase de reconquête, est une phase de transition qui est probablement en voie d'achèvement. Trois scénarios définissent les successions possibles. Il s'agit de pointer les cohérences correspondant à des modèles et à des modes de pensée économique et politique et non de scénarios d'évolution des situations.

<u>Le scénario néo-conservateur :</u> De 1980 à aujourd'hui, nous assistons au renforcement du modèle néo-conservateur. De 1980 à 1989, c'est la période de l'expérimentation et de la montée en puissance, à partir de 1989, nous sommes dans la revanche sociale. En 1995, commence à émerger et à s'organiser un mouvement anti-systémique, le mouvement altermondialiste. En 2001, les attentats de New York accélèrent le virage néo-conservateur. La nomination de M. Wolfowicz à la présidence de la Banque Mondiale est symbolique de cette évolution.
Ce scénario correspond à un monde de guerre ; la concurrence économique se pense comme la guerre, y compris la guerre préventive. Quand on voit la montée des fondamentalismes, des mouvements intégristes et évangélistes dans le monde, on comprend bien ce que signifie une révolution conservatrice. Permettez-moi de citer Gramsci, qui annonçait de manière assez terrible dans ses années de prison: « Le vieux monde se meurt. Le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur, surgissent les monstres. »

Le scénario altermondialiste : Il avance la proposition de l'accès pour tous aux droits fondamentaux, à la paix et à la démocratie. Il peut être considéré comme utopiste, mais une utopie peut-être la réalité de demain. Il se construit comme une utopie concrète et sert de référence à de nouveaux idéaux et de nouveaux possibles.

Le scénario des nouveaux keynésiens : Il correspond au retour à des formes de régulation publique économique et sociale. Le néolibéralisme a mené l'attaque frontale contre les politiques keynésiennes qu'on qualifie aussi de fordistes, sociales-libérales ou de l'Etat social. Le modèle européen était directement visé. On peut faire l'hypothèse que la capacité d'intervention du keynésianisme, comme proposition de régulation, n'avait pas été complètement épuisée. Il reste à réfléchir à des politiques keynésiennes fonctionnant en économie ouverte et à l'échelle mondiale, et non de reprendre l'idée des politiques keynésiennes telles qu'elles ont pu fonctionner auparavant. Ce troisième scénario progresse. C'est probablement là-dessus que s'est opérée la rupture entre Joseph Stiglitz et la Banque Mondiale. J. Stiglitz, partant de l'expérience de libéralisation en Russie conduite suivant les préceptes du néo-libéralisme à la Friedman (il n' y a qu'à laisser jouer les marchés) a affirmé qu'il faut un Etat, même pour libéraliser. Si on ne veut pas la généralisation du capitalisme maffieux, la voie chinoise est préférable à la voie russe.

Chacun de ces modèles s'analyse en cohérence avec des appuis sociaux et des alliances entre des catégories sociales. Il n'y a pas d'automatisme dans le rapport entre les projets et les bases sociales, mais il y a de fortes relations ; on ne peut pas apprécier et comprendre un projet en dehors de ses soubassements sociaux et de ses conséquences sociales. Les modèles formalisent des projets qui se définissent comme des réponses aux contradictions sociales.

De ce point de vue, le premier scénario est porté par des courants régressifs, néoconservateurs, fondamentalistes, intégristes, qui malheureusement progressent beaucoup dans le monde. Le deuxième scénario est porté par le courant, altermondialiste, par la convergence des mouvements qui a été présentée plus haut et qui s'est engagé dans la construction d'un nouveau mouvement social et citoyen. Le troisième scénario est porté par des couches, sociales confrontées à la précarisation et par une partie des couches moyennes, qui ont été particulièrement visées par la « reprise en main » néolibérale. Les bases sociales des différentes approches ne sont pas disjointes ; des projets différents peuvent tenter les mêmes catégories.

Ces scénarios ne sont pas des scénarios d'anticipation ou de prévisions, ce sont des scénarios sur les courants de pensée possibles. Le conflit entre ces courants participera à la construction d'une nouvelle pensée économique, sociale et politique. Aujourd'hui, il existe un rapprochement entre les courants altermondialistes et des nouveaux-keynésiens contre le courant néo-conservateurs.

Pour se préparer aux confrontations d'idées qui permettront de définir les perspectives de ce rapprochement, nous pouvons nous donner deux objectifs, et plus précisément nous engager dans le travail de deuil du soviétisme et du keynésianisme. Préciser ce que nous entendons par l'accès pour tous aux droits fondamentaux, implique de faire le deuil du soviétisme pour montrer que notre conception de l'égalité ne passe pas par une sous-estimation de la démocratie. L'innovation majeure des transformations à venir viendra de la capacité à produire de l'égalité sans produire de la bureaucratie. Préciser aussi ce que nous entendons par la régulation publique et l'action de l'Etat, implique de faire le deuil du keynésianisme pour montrer que la recherche d'alternatives ne s'inscrit pas dans la nostalgie des politiques passées. La régulation publique n'est pas indépendante de la nature de l'Etat et l'Etat social, quel que soit son intérêt par rapport au néolibéralisme, n'est pas suffisant pour définir des alternatives et le dépassement de la logique du système dominant.

Jusqu'où peut aller ce rapprochement, qui en tirera les fruits et comment pourra être caractérisée et appréciée la logique qui en résultera ? L'Histoire reste à écrire et dépend de nos mobilisations.

Par Gustave Massiah, Président du CRID, Vice-Président d'Attac
Juin 2005

2.- LE « MANIFESTE DE PORTO ALEGRE » ET L'AVENIR DES FORUMS SOCIAUX MONDIAUX (première partie)

En 2006, il n'y aura pas de Forum social mondial (FSM) unique, comme il y en avait eu les 5 années précédentes : 4 à Porto Alegre au Brésil et un (en 2004) à Mumbai en Inde. En attendant 2007, où un sixième Forum de ce type est prévu en Afrique, un consensus s'est dégagé au sein du Conseil international du FSM pour organiser, à sa place, et dans plusieurs pays, une série de rencontres s'inscrivant dans le concept générique de « Forum social mondial polycentrique ».

Le plus important d'entre eux sera certainement celui de Caracas, prévu du 24 au 29 janvier, et qui aura en même temps le statut de Deuxième Forum social des Amériques.

Les dates ainsi décidées pour le Venezuela correspondent à celles du World Economic Forum (WEF) de Davos, afin de reprendre une tradition qui avait seulement été rompue pour le Forum de Mumbai. La raison est simple : ne pas laisser aux « maîtres du monde » le privilège médiatique d'exprimer, sans contestation et à chaque début d'année, leur vision de l'avenir de la planète. Comme l'expérience l'a prouvé, cette simultanéité entre les deux Forums constitue un atout important. Et c'est le fondateur et président de Davos, Klaus Schwab, qui en fit lui-même l'aveu, non sans un profond agacement. S'exprimant devant des journalistes à Buenos Aires, le 21 mars 2001 (soit deux mois après le premier FSM), il déclara en effet que le FSM avait commis " *un détournement négatif* " de la renommée du WEF. " *Cela brouille les cartes*, poursuivait-il : " *De manière très intelligente, vous mettez votre nom à côté d'un autre, mondialement connu, comme celui du Forum de Davos, et vous devenez connu* ". En termes de logiques de la communication, la conclusion de M. Schwab était en partie exacte : " *Sans Davos, personne n'aurait jamais entendu parler de Porto Alegre* ". L'affirmation est certes très exagérée, mais il faut bien reconnaître que nous avons su exploiter au maximum la concomitance des dates des deux Forums.

Dès le premier FSM, en 2001, il était apparu que la ville de Porto Alegre ne pouvait pas à elle seule concentrer, une fois l'an, l'ensemble du mouvement international de résistance et d'élaboration d'alternatives à la mondialisation libérale, ce que l'on a depuis appelé le mouvement « altermondialiste ». Lors de la séance de clôture, au cours de laquelle fut annoncé le maintien de la capitale de l'Etat de Rio Grande do Sul comme ville d'accueil du FSM 2002, il fut précisé que ce Forum devrait aussi se mondialiser géographiquement. En fait, cette mondialisation ne commença réellement que l'année suivante avec la tenue de Forums sociaux thématiques et continentaux (également appelés régionaux, en termes de régions du monde), notamment des Forums sociaux européens (FSE) de Florence (2002), de Paris et Saint-Denis (2003) et de Londres (2004). Vinrent également les Forums nationaux et les Forums locaux dont la liste serait trop longue à citer.

Les patrons de transnationales, banquiers et dirigeants politiques disposent de multiples occasions de se rencontrer informellement tout au long de l'année, que ce soit à Davos et dans ses variantes locales, dans le cadre de la Commission trilatérale, de la Table ronde des industriels européens (ERT), du Transatlantic Business Dialogue, du World Business Council for Sustainable Development, du Groupe de Bilderberg ou dans les multiples symposiums organisés par des fondations américaines et européennes. Dans l'atmosphère feutrée de ces conclaves, on fait le point sur la situation de la mondialisation libérale, sur les dangers qui pèsent sur elle, sur les forces de la contestation et sur les façons de lui répondre. Nul besoin de publier des communiqués : l'information et les stratégies, actualisées en permanence, circulent de bouche à oreille, d'autant que des liens personnels se tissent au sein de ces directoires du monde. On en trouve aussi l'écho dans des articles de revues, dans des documents de travail à diffusion restreinte et parfois dans des comptes rendus de journalistes triés sur le volet pour assister à ces tractations discrètes.

Du côté des mouvements sociaux, rien de semblable. Certes les syndicats, à travers leurs structures internationales, les innombrables campagnes, réseaux associatifs, confessionnels, universitaires, humanitaires, etc., ont des occasions de se retrouver périodiquement, mais l'expérience prouve que, de leurs réunions sectorielles, il

sort peu d'actions globales concertées. Précisément parce qu'elles sont sectorielles. Ce qui manquait, c'était un espace où le maximum d'acteurs sociaux, dont les précédents, en général dépourvus de moyens et souvent géographiquement isolés, puissent se retrouver, échanger, fédérer et articuler leurs luttes.

Les Rencontres internationales de Saint-Denis de juin 1999, organisées par Attac France (dont j'étais à l'époque le président) avaient, encore modestement, constitué un premier espace de préfiguration. Dans mon intervention d'ouverture, j'avais indiqué que *« l'un des mérites de notre rassemblement , c'est de donner une visibilité globale à des combats qui restent atomisés et qui s'ignorent les uns des autres. C'est aussi de montrer leur cohérence et leur convergence. Au cours de ces trois journées, nous allons analyser, nous allons échanger nos expériences, et nous allons élaborer des propositions d'action pour les mois et les années à venir. Surtout, nous allons apprendre à nous connaître au sein d'un même pays, au sein d'un même continent et entre continents. Nous allons jeter des passerelles et des ponts entre nous »*. J'ignorais évidemment, à l'époque, que se mettrait en place, moins de deux ans plus tard, mais sur une bien plus grande échelle, un espace permettant de répondre à cette ambition : le FSM. Un espace où pourraient graduellement s'élaborer des consensus, et où se ferait également l'inventaire des accords et divergences sur les questions encore en débat entre des mouvements de tous types. Un espace aussi où se définiraient des stratégies communes.

La radicale nouveauté du FSM, c'est, en effet, d'être passé, tout en l'intégrant, d'une culture du « non » - celle qui s'était spectaculairement traduite par les manifestations de Seattle contre l'OMC, en 1999, et dans celles qui allaient suivre - à une culture du « oui », implicite dans le mot d'ordre *« Un autre monde est possible »*. C'est aussi, pour l'élaboration d'alternatives, d'avoir esquissé les contours de coalitions planétaires, continentales, voire nationales, regroupant des acteurs et mouvements sociaux aux logiques pas toujours spontanément convergentes, loin s'en faut - syndicats et associations -, également des structures comme les Eglises, voire des regroupements de petites et moyennes en reprises (PME), et aussi les élus nationaux ou locaux du suffrage universel, selon des modalités originales.

Dès ses premiers textes, et surtout dans le document de référence qu'est sa Charte de principes élaborée en juin 2001 afin de « cadrer » les futurs Forums, le FSM se définit à la fois comme un *espace* et un *processus*, et absolument pas comme une *entité*. Il s'agit bien, en effet, dès Porto Alegre 1 (janvier 2001), de ménager un lieu d'échanges, de dialogue, d'élaboration de propositions, de mise en place de stratégies d'action et de constitution de coalitions de tous les acteurs sociaux qui refusent la mondialisation libérale - ce refus étant la condition *sine qua non* de la participation à ses activités. Mais chacune de ces démarches n'engage que les organisations qui veulent s'y impliquer, et non pas l'ensemble de celles présentes au Forum.

Comme le rappelle Chico Whitaker dans sa contribution à cet ouvrage, le FSM ne prend donc pas de positions en tant que tel, il n'y a pas de « communiqué final » de ses réunions ; il y a seulement des textes adoptés *lors du* FSM, mais pas de textes *du* FSM, mis à part ceux, précisément, qui fixent ces règles du jeu. Cela vaut non seulement pour le FSM lui-même, mais aussi pour la plupart de ses déclinaisons continentales (comme les Forums sociaux européens), ainsi que pour sa structure de pilotage qu'est son Conseil international. Cela vaut aussi pour les différents appels dits « des mouvements sociaux » élaborés pendant les différentes sessions du FSM .

Ce statut n'a pas toujours été compris par les observateurs : pour eux, il était difficile d'admettre qu'un Forum se termine sans propositions et déclarations officielles ; d'où leur tendance à affirmer que nous étions incapables de « positiver », que nous abandonnions le terrain dès qu'il fallait se colleter à la réalité. Il leur aurait pourtant suffi de se promener dans quelques-uns des centaines d'ateliers ou séminaires des FSM, de 2001 à 2005, pour constater que les propositions fourmillaient.

Le processus du FSM me paraît doublement constituer une bifurcation historique :
- d'abord, par l'élaboration progressive, aux niveaux local, national et mondial, d'un corpus de plus en plus largement partagé par les acteurs sociaux (avec les

précautions de méthode que je viens d'évoquer) d'analyses et de propositions en rupture avec les politiques néolibérales ;

- ensuite, par la multipolarité géographique de ses forces et acteurs, dont le choix d'une ville du Brésil, donc du Sud, comme premier porte-drapeau, est la concrétisation symbolique.

Une autre caractéristique positive des Forums, malheureusement sous-estimée par la grande majorité des mouvements sociaux, ainsi que par le secrétariat international et le Conseil international du FSM (instances dans lesquelles le sujet n'a jamais été débattu), est l'inclusion des élus dans le processus. Le rapport entre les mouvements sociaux et la sphère politique constitue un sempiternel objet de débat théorique et pratique, dont les termes varient d'ailleurs considérablement d'un pays à l'autre. Pour ma part, j'ai toujours pensé que nous n'avions nullement besoin, comme s'il s'agissait du Diable, d'une longue cuillère pour dialoguer avec les partis et les élus. Il suffit de garder en tête quelques principes simples et quelques règles de travail et de respect mutuel.

Dans la Charte des principes, il est précisé que *« ne pourront participer au Forum, en tant que tels, les représentations des partis, ni les organisations militaires. Pourront être invités à y participer, à titre personnel, les gouvernants et parlementaires qui assument les engagements de la présente Charte »*. En ce qui concerne les partis et responsables politiques, certains – c'est surtout le cas pour la France – ont pu voir une contradiction entre ces principes et la présence très médiatisée de dirigeants et même de ministres lors des 5 FSM. Cette présence s'explique, mais pour une partie seulement, par la tenue, à la veille d'un Forum ou en même temps que lui, de deux autres types de Forums : celui des autorités locales pour l'inclusion, et celui des parlementaires. Dans ces deux rencontres, députés, sénateurs, ministres, etc., prennent la parole ès-qualités. Ils ont ensuite toute latitude pour participer, non pas comme délégués, mais comme observateurs, aux séminaires et ateliers du FSM.

Ce télescopage des réunions a eu au moins deux grands mérites : celui d'incorporer les élus dans le mouvement d'ensemble du FSM, et celui de permettre des contacts entre eux et des militants associatifs et syndicaux. A titre d'anecdote, c'est parce que, pendant le FSM 2002, j'avais « sous la main » à quelques tables de distance du bar de l'hôtel Plaza Sao Rafael, Bertrand Delanoé, maire de Paris, et Patrick Braouzec, maire de Saint-Denis, que j'ai pu obtenir sur place leur accord pour l'accueil conjoint, par leurs deux villes, du Forum social européen en 2002, reporté ensuite en 2003.

Autre retombée très positive : les documents finaux des Forums des autorités locales et des parlementaires, qui marquent une inflexion notable dans l'implication des élus dans la lutte contre la mondialisation libérale et, pour les parlementaires, en faveur notamment de la taxe Tobin, contre l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC (**in English : General Agreement on Trade in Services (GATS),** contre la guerre en Irak, etc. …/…

A suivre dans le n°521

Par Bernard Cassen, membre du Conseil international du Forum social mondial ; journaliste et directeur général du Monde diplomatique ; président d'honneur d'Attac France ; auteur de Tout a commencé à Porto Alegre*, 1001 nuits, Paris, 2003.*